



Consultation ARCEP relative
aux « Lignes directrices relatives à la tarification de l'accès aux réseaux à très haut débit en fibre optique déployés par l'initiative publique »

Du 6 octobre au 6 novembre 2015

CONTRIBUTION DE SOMME NUMERIQUE

Somme Numérique est le syndicat d'aménagement numérique du département de la Somme, dont sont membres l'ensemble des communautés de communes du département, la communauté d'agglomération Amiens Métropole et le Département de la Somme.

Créé en 1998, il a été à l'initiative d'un des premiers Réseaux d'Initiative Publique.

Ce réseau a la particularité d'être entièrement construit et financé par le Syndicat, sa gestion étant assurée en affermage depuis le 1^{er} janvier 2015.

Globalement les collectivités construisent des infrastructures dont la valorisation se fait par la commercialisation à des opérateurs qui peuvent être de natures très variées. C'est un des apports des Réseaux d'Initiative Publique d'avoir permis une diversification des offres notamment sur le marché des entreprises et des professionnels.

Parmi ces opérateurs certains sont définis comme Opérateurs Commerciaux d'Envergure Nationale. Leur domination sur le marché, en particulier sur le marché grand public est telle que l'ensemble des normes de construction, d'exploitation et de commercialisation doit se conformer aux exigences posées par ces opérateurs, même si elles ne sont pas toujours concordantes. Il apparaît opportun que les Réseaux d'Initiative Publique locale soient « protégés » des jeux des acteurs les plus puissants.

Des acteurs particuliers, appelés opérateurs d'opérateurs, ont investi le nouveau marché constitué par l'émergence des Réseaux d'Initiative Publique. Leur rôle est déterminant dans l'adaptation des RIP aux contraintes du marché.

Pour les collectivités, il est indispensable qu'il existe des opérateurs d'opérateurs en nombre suffisant, qui ne soient pas intégrés à l'un des Opérateurs Commerciaux d'Envergure Nationale, pour qu'elles disposent d'un véritable choix lorsqu'elles recherchent des partenaires pour l'établissement et la gestion de leurs réseaux d'initiative publique.

Dans le déploiement, coordonné par le Plan France Très Haut Débit, des réseaux en fibre optique jusque l'abonné final, une grande variabilité existe dans le mode d'établissement des réseaux.

Cette variabilité reflète la variabilité des territoires et des politiques d'aménagement du territoire définies par les assemblées. L'engagement des collectivités dans les Réseaux d'Initiative Publique n'est pas une fin en soi. Les réseaux sont des outils au service d'objectifs qui visent à améliorer le bien-être général de la population.

Les lignes directrices proposées par l'ARCEP dans sa consultation publique ne partent en rien de ce point de vue. Au prétexte de protéger les collectivités, elles ne pourront avoir pour conséquence que de bloquer l'activité sur les réseaux d'initiative publique à un simple mimétisme des échanges qui s'établissent entre Opérateurs Commerciaux d'Envergure Nationale hors des zones d'initiative publique. Ce qui est particulièrement absurde au moment même où ces grands opérateurs multiplient les déclarations dans lesquelles ils annoncent ne pas vouloir/pouvoir proposer leurs services sur ces zones, où donc l'implication de nouveaux acteurs pour créer une offre concurrentielle et qualitative sur les Réseaux d'Initiative Publique est une nécessité. Enfin, il faut le rappeler, dans un contexte où les collectivités sont « empêchées » d'intervenir là où les Opérateurs Commerciaux d'Envergure Nationale déploient leurs propres réseaux.

A l'inverse, les opérateurs travaillant à partir des offres activées des Réseaux d'Initiative Publique verront leurs coûts rendre toute commercialisation impossible (comment vendre 30 € TTC ce qu'on a acheté 26 € HT ?), sauf à pratiquer des coûts à l'utilisateur final se montant à un niveau très supérieur à ce qu'il est dans la zone dite conventionnée. Au final, le consommateur paiera un service plus cher sur un réseau qu'il aura contribué à financer par ses impôts.

Somme Numérique ne peut dans ces conditions qu'émettre un avis défavorable aux propositions formulées par l'ARCEP en matière de tarifs des offres activées. Somme Numérique partage l'avis consensuel sur les tarifs des offres de cofinancement et de location passive. Il renvoie à la réponse que formule l'AVICCA quant à la nécessité de ne pas nécessairement fixer de tarifs planchers sur les offres activées et de ne pas fixer de durées sur les périodes de lancement des Réseaux d'Initiative Publique.